

LE PEUPLE SOUVERAIN...

Les dernières grèves auront montré une fois de plus qu'entre les représentants politiques qui sont censés représenter la population française et cette population elle-même, le fossé se creuse chaque jour davantage. Entendons-nous bien, il est probable qu'aux prochaines élections, les fonctionnaires, employés ou travailleurs manuels, qui ont troublé le jeu parlementaire et par leur attitude ont rejeté les formules que les ministres et députés leur présentaient au nom de la *solidarité nationale*, il est probable disons-nous que les grévistes d'hier voteront en grand nombre en faveur de ceux-là même qui se sont opposés à leurs mouvements revendicatifs. De plus en plus l'électeur abandonne tout espoir d'apporter sa voix à un programme ou à un candidat en qui il a confiance, pour se contenter de favoriser le parti ou l'homme qui lui paraît un moidre mal ou un rempart contre, des solutions trop dangereuses.

Les fonctionnaires des Finances de la base, qui demandaient en termes simples de pouvoir mener une vie décente, ont vu se dresser devant eux le barrage des trois grands partis qui se réclament des masses laborieuses. Certes, le *Parti communiste* plaidera non coupable en essayant de scinder le bloc gréviste en deux catégories antagonistes, le *parti S.F.I.O.* arguera de sa bonne volonté et le M.R.P. déclarera qu'en fin de compte il a accordé son appui dans la mesure du possible. Il n'en reste pas moins que plus de 100.000 fonctionnaires qui, dans leur immense majorité accordaient leur suffrage aux trois formations politiques au pouvoir, ont appris par l'expérience qu'il n'existe aucune solidarité entre électeurs et élus. Ils ont appris en même temps qu'ils représentaient un organe essentiel de l'État actuel.

C'est une leçon qu'avant eux de nombreuses corporations avaient tiré des événements. Ouvriers du livre, métallurgistes, postiers, l'ont apprise à leurs dépens.

Mais ces expériences répétées entraînent une conséquence plus générale. C'est que les partis, apparemment solides, monolithiques, disciplinés, omnipotents, n'empêchent pas la formation d'une masse de plus en plus importante de mécontents et que les membres de ces partis ne possèdent plus aucune foi dans le désintéressement des dirigeants. Le parti, quel qu'il soit, est devenu un appareil dont les actes et l'attitude ne reflètent plus les volontés et les intérêts de ses affiliés, mais qui évolue et se développe de façon autonome. Dès qu'un mot d'ordre, lancé par une corporation ou jailli des rangs mêmes de la foule anonyme, correspond aux sentiments profonds de cette corporation ou de la foule, l'apparente solidité des partis se transforme en extrême faiblesse, en totale incapacité. Ce n'est que grâce aux positions acquises, à l'étroite interpénétration des partis et de l'État, à la faveur de la lassitude des masses et surtout en raison de l'inexistence d'organisations vivantes animées par les masses, que les lourdes machines peuvent continuer à fonctionner.

Mais d'ores et déjà le plus grand nombre cherche une issue ailleurs que dans la farce parlementaire et ministérielle. Et si de Gaulle a pu affirmer que son attitude pouvait entraîner 40% du corps électoral dans un sens ou dans un autre, c'est qu'il existe effectivement une population politiquement flottante dont le nombre s'accroît régulièrement. Croire ou affirmer comme le font les grands partis, que le danger vient des appétits dictatoriaux du général est une duperie. Ce sont les partis eux-mêmes, par leur attitude, leurs actes, leurs manœuvres et leur incapacité, qui fournissent quotidiennement des arguments et des hommes aux partisans des solutions fascistes et aiguisent l'appétit du général.

Par ailleurs, peut-on croire que les partis, dont nous venons de montrer l'inconsistance réelle, représentent une force suffisante pour empêcher un coup de force ou, ce qui paraît plus probable, un régime à la Dolfuss progressivement aménagé? Au sein même des partis chrétien-social et socialiste, l'U.D.S.R. comme chez les radicaux, les témoins de l'impuissance politique sont nombreux et prêts à se rallier au régime fort. Que les dangers de guerre continuent à se préciser et nous verrions les militants, incapables de poursuivre la lutte sociale, rechercher une porte de sortie dans les guerres internationales. Les staliniens, dont le goût

de la démocratie se manifeste si bien dans les Balkans et en Pologne, se présenteront en champions de la liberté, mais ce sera pour fournir des troupes à l'*Armée rouge*.

Pour les anarchistes, ces constatations sont banales. Elles ne font que confirmer leurs doctrines, renforcées par l'apport constant d'expériences réalisées dans tous les pays où la classe ouvrière combat. La solution aux contradictions du monde capitaliste, le frein à la rapide étatisation du régime, le contrepoids à la militarisation des esprits, ne peuvent être trouvés que dans le développement des organes ouvriers eux-mêmes, sans tutelle politique ou étatique, dans le combat incessant des populations travailleuses contre la misère et ses profiteurs, dans l'apprentissage inlassable de la liberté individuelle et sociale. Lourde tâche qu'il est pénible de poursuivre dirons certains. C'est exact, mais c'est le seul moyen de mesurer nos forces réelles et de ne point céder aux mirages.

DAMASHKI,
(Charles CORVINT,
dit Louis MERCIER-VEGA).
